

juin 2002

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR
- ARRÊTÉ -

**réglementant une installation classée
pour la protection de l'environnement**



**Direction
des Collectivités Locales
et de l'Environnement**
JLM

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement)
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements classés, modifié et complété notamment par le décret n° 78-1030 du 24 octobre 1978 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1995 rendant applicables dans le département des Côtes d'Armor les prescriptions générales relatives aux élevages de porcs soumis à déclaration sous la rubrique n°2102 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le second programme d'action à mettre en oeuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration en date du 4 mai 1990 autorisant M. LE MARCHAND Jean-Luc demeurant à CAULNES au lieu-dit « Querrien » à exploiter à cette adresse un élevage porcin de 420 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 234 places, soit 586 places d'animaux équivalents ;
- VU la déclaration de l'éleveur en vue de la régularisation de la situation administrative de l'élevage déclaré susvisé comprenant à présent 446 places d'animaux équivalents, ainsi que la mise à jour du plan d'épandage ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 22 janvier 2002 ;
- VU l'avis général émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 24 octobre 1997 sur l'alimentation biphasé ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 - 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V - titre I^{er})
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er

Il est donné acte à M. LE MARCHAND Jean-Luc demeurant à CAULNES, au lieu-dit « Querrien » de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse (section A2 n° 438, 440), un élevage porcin dont la capacité maximale est de 446 places pour animaux équivalents réparties comme suit :

- 400 PAE (400 places engraissement)
- 46 PAE (234 places post-sevrage)

ARTICLE 2 -

Pour l'exploitation de cet élevage, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions ci-après :

- 1°) - prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1995 ;
- 2°) - **Prescription particulière** :

- **alimentation biphase** :
- l'alimentation biphase sera mise en place dès la mise en service de l'élevage.
- le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.
- en cas de non respect des normes « biphase CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 3 -

Toute transformation dans l'état des lieux ou toute extension de l'exploitation par rapport aux plans et mémoires visés ci-joints devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une nouvelle déclaration.

Tout changement d'exploitant devra être déclaré à la Préfecture dans le mois qui suit la prise de possession.

ARTICLE 4 -

M. LE MARCHAND Jean-Luc devra, en outre, se conformer aux lois et règlements en vigueur édictés dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 5 -

Le présent acte, délivré sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

ARTICLE 6 -

Il devra rester affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie sera déposée aux archives de la mairie de BOURSEUL pour y être consultée par toute personne intéressée, de même que le texte des prescriptions auxquelles l'installation est soumise.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté annule et remplace le récépissé de déclaration en date du 4 mai 1990.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de DINAN

Le Maire de CAULNES,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à M. LE MARCHAND Jean-Luc par les soins du maire de CAULNES pour être conservée, en permanence, par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le

21 JUN 2002

LE PREFET,



Pour le PREFET
Le Secrétaire Général
[Signature]

Denis DOBO-SCHOENENBERG

